

Point de situation Coronavirus

Epidémie de Covid-19 (Coronavirus (nCoV))

POINT DE SITUATION Numéro : PS 25
Task Force Date : 06/04/2020 - 08h30

- Le bilan est de 1 252 265 cas dont 68 413 décès, dans 188 pays et territoires.
 - En France, le bilan est de 70 478 cas confirmés et de 8 078 morts.
 - Les Etats-Unis comptent 331 151 cas et 12 418 décès.
 - Une "courbe qui commence sa descente" en Italie, "la pression qui diminue" en Espagne et le nombre de morts qui baisse en France : espoir d'une amélioration en Europe, au moment où les Etats-Unis s'enfoncent dans la crise.
-

1/ Point de situation sur l'épidémie (le 06/04 à 08h30 ; sources AFP, OMS, ECDC, autres)

Le **bilan mondial** est de **1 252 265 cas** dont **68 413** décès, dans 188 pays et territoires.

Europe (source ECDC, Johns Hopkins)

Au total au 6 avril l'**Europe** compte **555 809 cas** recensés dont **44 955 décès**.

L'**Italie** compte 128 948 cas confirmés dont 15 887 morts.

A Rome, les autorités ont enregistré au cours des dernières vingt-quatre heures **525 décès, soit le nombre le plus bas depuis plus de deux semaines**. "La courbe a commencé sa descente", s'est félicité le patron de l'Institut supérieur de la Santé, Silvio Brusaferrò. La baisse du nombre des morts "est une donnée très importante", dans un pays qui a payé, avec un total de plus de 16.000 morts, un terrible tribut à la pandémie née en décembre en Chine, avant de contaminer la planète.

Le ministre de la Santé Roberto Speranza s'est toutefois empressé de prévenir que "l'urgence n'est pas finie. Le danger n'a pas disparu. Nous avons encore quelques mois difficiles devant nous, ne gâchons pas les sacrifices consentis".

Apparemment arrivée sur "le plateau" de la pandémie, l'Italie n'a pas entamé la descente mais pense à son redémarrage avec un plan sanitaire du gouvernement, qui prévient que le retour à la normale n'est pas pour demain.

"Pour l'instant, je ne peux pas dire quand le blocage (du pays) prendra fin. Nous suivons les indications du comité scientifique mais l'Italie a été la première nation à faire face à l'urgence", a déclaré dimanche le Premier ministre, Giuseppe Conte, interrogé sur la chaîne américaine NBC News. "Notre réponse n'a peut-être pas été parfaite, mais nous avons fait de notre mieux sur la base de nos connaissances", a ajouté M. Conte, qui avait annoncé cette semaine que l'Italie resterait à l'arrêt au moins jusqu'au 13 avril.

Les autorités n'ont cessé de le répéter ces derniers jours, craignant un relâchement des comportements avec les beaux jours et les vacances de Pâques : "il ne faut pas baisser la garde" contre le virus. "L'urgence n'est pas finie. Le danger n'a pas disparu. Nous avons encore quelques mois difficiles devant nous, ne gâchons pas les sacrifices consentis", a exhorté dimanche le ministre de la Santé Roberto Speranza dans un entretien avec les quotidiens Il Corriere della Sera et La Repubblica.

L'objectif est un retour à la normale "dès que possible", a ajouté le ministre sans "donner de date".

Le ministre de la Santé a exposé dimanche un plan stratégique en cinq points "pour sortir graduellement" de la pandémie préconisant le port du masque généralisé, la "distanciation sociale scrupuleuse dans les lieux de vie et de travail" et un réseau d'hôpitaux se consacrant au Covid-19 qui resteront ouverts après la crise pour empêcher un éventuel retour du virus.

Le gouvernement prévoit de renforcer "les réseaux sanitaires locaux" afin que chaque malade identifié puisse être pris en charge du dépistage à la mise en place d'un traitement, et de tester des échantillons de la population pour déterminer le nombre précis des personnes contaminées.

L'exécutif envisage enfin la mise en place d'une application sur smartphone, sur le modèle sud-coréen, à la fois pour cartographier les mouvements des malades diagnostiqués pendant les 48 heures ayant précédé l'infection et pour favoriser la télémédecine afin, par exemple, de surveiller à domicile leur fréquence cardiaque et leur taux d'oxygène dans le sang.

L'*Espagne* compte 130 759 cas dont 12 418 décès.

A Madrid, **674 décès enregistrés dimanche, en baisse** (950 morts jeudi).

La pression diminue", s'est félicité Maria José Sierra, du Centre d'alertes sanitaires, relevant "une certaine décrue" dans le nombre des hospitalisations et des admissions en soins intensifs.

L'*Allemagne* compte 100 009 cas de contamination et 1 575 décès.

Le *Royaume Uni* a enregistré 48 407 cas de contamination dont 4 934 morts.

La Reine d'Angleterre Elizabeth II a appelé dimanche, dans une rare déclaration télévisée, le peuple britannique à rester déterminé malgré les difficultés liées au confinement et à l'isolement afin de vaincre l'épidémie de coronavirus.

Invoquant l'esprit de la seconde Guerre mondiale pendant sa cinquième seulement intervention télévisée en 68 ans de règne, Elizabeth II a appelé les Britanniques à montrer la même détermination que leurs aînés et à démontrer que leur génération est tout aussi forte.

"Il faut se reconforter en gardant à l'esprit que si d'autres épreuves nous attendent, des jours meilleurs reviendront", a poursuivi Elisabeth II.

Boris Johnson a été hospitalisé dimanche pour subir de nouveaux examens. Ses services précisent qu'il s'agit d'une "mesure de précaution".

Pays-Bas. 15 821 cas, dont 1 490 morts.

La Turquie, 20 921, dont 425 décès.

Grèce, 1 613 cas, dont 59 décès.

Un deuxième camp de migrants près d'Athènes a été placé dimanche en quarantaine par les autorités.

Russie. 4 149 cas, 34 décès, en forte progression.

Ukraine. 1 072 cas, dont 23 décès.

Asie

L'Asie a enregistré jusqu'à présent 112.356 cas dont 4.003 décès.

La Chine dénombre 82 602 cas, dont 3 333 décès.

Dimanche, les autorités chinoises ont indiqué que leur pays avait vendu depuis début mars **près de quatre milliards de masques** et d'équipements médicaux à une cinquantaine de pays étrangers, pour une valeur totale de plus de 1,33 milliard d'euros.

Malgré le recul du nombre de cas sur son territoire, Pékin a encouragé les usines à accroître leur production d'équipements médicaux, au moment où d'autres pays affrontent une pénurie et se livrent une concurrence sans vergogne pour mettre la main sur les précieux bouts de tissus.

Certains pays, comme les Pays-Bas et l'Espagne ont signalé des problèmes de qualité de ces matériels importés de Chine.

Corée du sud. 10 062 cas, 174 décès

Japon. 2 617 cas, 63 décès.

L'Inde. 2 567 cas, 72 morts.

Amériques

Aux *Etats-Unis*, 331 151 cas dont 9 441 décès.

La nouvelle ligne de front de la maladie semble donc s'être déplacée aux Etats-Unis, où les chiffres de contamination et le nombre des décès explosent, faisant craindre une hécatombe dans les jours et les semaines à venir.

"La semaine prochaine sera un moment comme Pearl Harbor, comme le 11 septembre, sauf que ce ne sera pas localisé, ce sera dans tout le pays", a prévenu l'administrateur fédéral des services de santé publique, Jerome Adams.

New York, littéralement ravagé par le virus, compte ses morts et appelle à l'aide. "Médecins, infirmiers, spécialistes de la respiration... à tous ceux qui ne sont pas déjà dans la bataille: nous avons besoin de vous", a lancé le maire démocrate de la ville Bill de Blasio.

L'Etat de New York, épiceutre dans l'épiceutre, a annoncé dimanche 594 décès en 24 heures, pour un total de 4.159.

La gravité de la situation dans le pays a conduit Joe Biden, candidat ayant les meilleures chances de décrocher l'investiture démocrate pour la Maison Blanche, à envisager pour cet été l'éventualité d'une convention de son parti sans public.

Canada. 11 746 cas, dont 153 décès.

Brésil. 8 229 cas, dont 343 décès. *Mexique,* 1 510 cas, dont 50 décès.

ANMO

Le Moyen-Orient a enregistré 64.083 cas dont 3.306 décès.

Iran. 58 226 cas dont 3 603 décès. Probablement sous-évalués.

En Iran, la propagation a ralenti pour le cinquième jour de suite avec 151 décès supplémentaires en 24 heures (pour 3.603 morts au total), affirment dimanche les autorités, laissant entrevoir une reprise progressive de certaines activités économiques à partir du 11 avril.

Maroc, 735 cas, 47 décès. *Algérie,* 986 cas, 58 décès. *Tunisie,* 495 cas, 14 décès. *Egypte,* 865 cas, 58 décès.

Israël, 7 030 cas, 36 décès. *Liban,* 508 cas, 17 décès.

Territoires palestiniens, 171 cas, 1 décès.

Irak, 728 cas, 52 décès.

Arabie Saoudite, 1 885 cas, 21 décès.

EAU, 1 024 cas, 8 décès.

Syrie, 10 cas déclaré, 2 décès. Risque de diffusion très élevé avec suspicion de 3 000 cas (OMS, OCHA).

Afrique

L'Afrique, malgré sa population de 1,3 milliard d'habitants, recense à ce jour seulement 6 804 cas pour 273 décès.

Afrique du Sud. 1 462 cas, dont 5 décès. *Nigéria*. 184 cas, dont 2 décès. *Cameroun*, 284 cas, dont 7 décès.

Le Togo a instauré l'état d'urgence sanitaire pour trois mois et l'Erythrée un confinement de 21 jours.

2/ France

Le bilan est de **70 478** cas confirmés (+ 1 873) et de **8 078** morts dont 5.091 à l'hôpital (+ **357 en 24 h soit le chiffre le plus bas depuis une semaine**) et 2 189 (+ 161) dans les maisons de retraites et autres établissements médicaux sociaux. 28 991 (+ 748) personnes sont hospitalisées et 6 978 personnes sont en réanimation. 16 183 (+ 745) retours à domicile.

Nouveau décès d'un médecin dans le Haut-Rhin, le septième en France.

Accueilli par le Ministre, le Président de la République a rencontré plusieurs agents du Centre de Crise et de Soutien et de la Taskforce Coronavirus, avant de participer à plusieurs visioconférences dans les locaux du ministère. Le Président a encouragé les agents présents et a pu se rendre compte de l'engagement concret de tous pour lutter contre l'épidémie.

Le Premier ministre Edouard Philippe a prévenu vendredi les députés LREM **qu'avec le coronavirus "nous sommes entrés dans un territoire inexploré", sur lequel pèsent de "lourdes menaces sanitaire, économique, politique", selon des propos rapportés.**

Lors d'une réunion en ligne, à laquelle ont participé quelque 250 députés, le chef du gouvernement a estimé que l'épidémie "va avoir des effets déstabilisants et recomposants pendant longtemps" et qu'"il faut donc apporter des réponses à hauteur de la crise".

"Ce que nous vivons est littéralement extraordinaire" et il existe de "lourdes menaces sanitaire, économique, politique, démocratique à certains égards", a ajouté le Premier ministre, alors que l'union nationale a du plomb dans l'aile en France et que certains Etats ont recours à des mesures autoritaires.

Edouard Philippe a demandé aux parlementaires en circonscription "d'expliquer les décisions que nous prenons", et aussi de "faire remonter les messages du pays" au gouvernement.

3/ Union européenne.

L'Union européenne prépare un "paquet d'aides financières" pour l'Afrique et d'autres régions vulnérables face à la pandémie du Covid-19 et éviter son retour en Europe, a annoncé vendredi le chef de la diplomatie européenne. "Nous travaillons à mettre ensemble toutes les ressources afin de créer un paquet d'aides qui sera soumis à la réunion des ministres du Développement le 8 avril", a expliqué Josep Borrell à l'issue d'une réunion en visioconférence avec les ministres des Affaires étrangères de l'UE. Le problème est que les ressources du budget européen arrivent à leur limite, a-t-on expliqué de source européenne.

4/ ONU / OI

Pour le secrétaire général adjoint des Nations unies, il faudra tirer les leçons des failles dans la préparation à l'épidémie de Covid-19, du manque de coopération entre Etats et de l'insuffisance des moyens dans les systèmes de santé publique.

Des discussions sont en cours sur **l'organisation d'une visioconférence entre les cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'Onu** (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Unis) sur la crise du coronavirus, a indiqué vendredi soir une source à l'Elysée.

"Ce que nous souhaitons, c'est que les membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu prennent toutes leurs responsabilités en matière de maintien de la paix et de sécurité internationale face à la situation provoquée par l'épidémie", a dit cette source à la présidence française. "Il est important, dans la situation actuelle, que dans les prochaines semaines il puisse y avoir des initiatives au Conseil de sécurité pour prendre en compte les conséquences de l'épidémie sur la paix et la stabilité", a-t-elle ajouté. "Notre attention se porte en priorité sur les conséquences de l'épidémie dans les zones de conflit et sur l'accès aux populations civiles", a précisé cette source.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds monétaire international (FMI) ont appelé vendredi les pays à "combattre la pandémie" pour pouvoir relancer l'économie, assurant que l'humanité vivait l'"une de ses heures les plus sombres".

Dans une tribune publiée par le quotidien britannique The Telegraph, les patrons de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, et du FMI, Kristalina Georgieva, assurent que le monde ne doit pas avoir à choisir entre "sauver des vies ou des emplois".

"Au premier abord", expliquent-ils, il semble qu'"il y a un compromis à faire: soit sauver des vies, soit sauver des moyens de subsistance". Mais, affirment-ils, "il s'agit d'un faux dilemme" car "il est indispensable de maîtriser d'abord le virus pour sauver les moyens de subsistance".

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré vendredi que les masques chirurgicaux devaient être réservés aux personnels de santé mais elle a ouvert la voie à un usage accru des masques, même artisanaux, par le grand public afin de limiter la propagation du coronavirus Covid-19.

Un haut responsable de l'OMS a déclaré à la presse que la transmission par voie aérienne du virus pourrait avoir affecté plus d'un million de personnes dans le monde et tué 50.000 personnes depuis les premiers cas en décembre en Chine. Mais le principal vecteur de transmission reste les personnes malades qui toussent, éternuent, se mouchent et contaminent des surfaces ou d'autres personnes.

Le Groupe des 77 et de la Chine ont réclamé vendredi dans un communiqué "l'élimination du recours aux mesures économiques coercitives unilatérales contre les pays en développement" qui altèrent, selon eux, la lutte contre le Covid-19.

Visant implicitement les Etats-Unis, les pays membres de ce groupe jugent "qu'à ce stade, la promulgation et l'application de mesures économiques coercitives unilatérales auront un impact négatif sur la capacité des États à réagir efficacement" face à la pandémie.

Leur communiqué, publié à New York, vise notamment "l'acquisition de matériel médical et de fournitures pour traiter de manière adéquate leurs populations face à cette pandémie".

L'**Otan** va coordonner le soutien militaire à la lutte « contre la crise liée au coronavirus ».

5/ Impact

Economie. Bourses.

La Bourse de New York a fini dans le rouge vendredi après un début de séance en dents de scie, les chiffres pires que prévu sur l'emploi américain reléguant au second plan le rebond du pétrole.

Le **Dow Jones a perdu 1,69%** pour finir à 21.052,53 points tandis que le Nasdaq a reculé de 1,53%, à 7.373,08 points, et l'indice élargi S&P 500 de 1,51%, à 2.488,61 points. Les acteurs du marché ont été pris de court par les statistiques officielles sur l'emploi américain, premier reflet des effets dévastateurs de la crise sanitaire qui paralyse une bonne partie de l'économie mondiale depuis plusieurs semaines. Le taux de chômage, qui était tombé en février à 3,5%, le niveau le plus bas en 50 ans, est brutalement remonté à 4,4%. Quelque 701.000 emplois ont été détruits sur le mois, du jamais vu depuis mars 2009, en pleine crise financière.

Sur la semaine, le Dow Jones a cédé 2,7%, le Nasdaq 1,7% et le S&P 500 2,1%.

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi.

La Bourse de Paris a terminé la semaine en recul (-1,57%) vendredi. L'indice CAC 40 a perdu 66,38 points à 4.154,58 points, dans un volume d'échanges nourri de 3,3 milliards d'euros. La veille, il avait fini en hausse de 0,33%. Sur la semaine, il a cédé 4,52%, ce qui porte ses pertes depuis le 1er janvier à 30,50%.

Rebond en ce début de semaine ? La Bourse de Tokyo a clôturé en forte hausse ce lundi, les investisseurs ayant été soulagés par la baisse de la mortalité liée au Covid-19 observée en Europe ce week-end, et ayant déjà largement intégré l'état d'urgence qui se profile au Japon. L'indice vedette Nikkei a terminé la séance sur une hausse de 4,24%, à 18.576,30 points, alors que l'indice élargi Topix a pour sa part fini en progression de 3,86% à 1.376,30 points. Les bourses européennes sont attendues en forte hausse.

Secteur pétrolier

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré vendredi envisager une baisse de la production mondiale de pétrole d'environ 10 millions de barils par jour pour équilibrer le marché, à deux jours d'une réunion exceptionnelle des pays exportateurs de pétrole. La Russie est prête à coopérer avec les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite sur la baisse de la production de pétrole, a-t-il précisé lors d'une réunion de travail. "Nous sommes prêts à une entente avec nos partenaires dans le cadre du mécanisme "Opep+", et sommes prêts à coopérer avec les Etats-Unis à ce sujet", a-t-il dit selon une retranscription de la réunion publiée sur le site du Kremlin, ajoutant qu'il était "nécessaire d'unir les efforts pour équilibrer le marché et réduire la production" de pétrole.

Secteur des transports.

La France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ont lancé un appel à la Commission européenne afin de garantir le bon fonctionnement du système de transports et de préparer un soutien massif au secteur, très affecté par l'épidémie de Covid-19, a indiqué vendredi le secrétaire d'Etat français aux Transports Jean-Baptiste Djebbari.

Autres.

Le **salon Eurosatory**, prévu du 8 au 12 juin, est **annulé**. La prochaine édition se tiendra du 13 au 17 juin 2022.

6/ Focus.

Une étude intéressante de l'INSEE fait notamment apparaître que le nombre de décès en mars 2020 est bien en-dessous du nombre de décès en mars 2018.

<https://www.insee.fr/fr/information/4470857>

PAPIER D'ANGLE / PREV - Les scientifiques du gouvernement américain estiment que le nouveau coronavirus est sans doute transmis par les gens lorsqu'ils parlent et respirent, une détermination qui mène à une conclusion logique: le port de masques ou de foulards peut aider à freiner les contagions.

Par Ivan Couronne, Angela Weiss

USA / épidémie / santé / pandémie / recherche / virus / Corona; Virus; Covid-19; emergency; New York; Hospital; virus; m / maladies / VIRUS / pandémie / santé / HEALTH / US

Washington / New York - District of Columbia / Etats-Unis / État de New York / Etats-Unis - AFP - Les scientifiques du gouvernement américain estiment que le nouveau coronavirus est sans doute transmis par les gens lorsqu'ils parlent et respirent, une détermination qui mène à une conclusion logique: le port de masques ou de foulards peut aider à freiner les contagions.

L'administration de Donald Trump s'apprête à changer ses consignes officielles pour inciter, mais sans doute pas obliger, la population à se couvrir le visage en public, avec des masques artisanaux, des foulards ou des bandanas, afin de réserver les masques médicaux aux soignants, pénurie oblige.

A New York, le maire a déjà demandé aux habitants de se couvrir le visage hors de chez eux, et dès vendredi, un peu moins de la moitié des piétons appliquaient la consigne à Manhattan, selon une observation des journalistes de l'AFP.

Vu d'Asie, où les masques chirurgicaux sont omniprésents, le retard des pays occidentaux est une aberration. Mais les autorités sanitaires aux Etats-Unis ou en France, ainsi que l'Organisation mondiale de la santé, arguaient jusqu'à présent que le masque n'était pas nécessaire pour les personnes saines, sauf si elles étaient au contact de malades.

Depuis plusieurs jours, une volte-face se prépare, sous pression d'un public qui ne comprend pas pourquoi les masques protégeraient les infirmiers mais pas les citoyens ordinaires.

En France, l'Académie de médecine a recommandé vendredi le port obligatoire du masque, comme une "addition logique aux mesures barrières".

Et aux Etats-Unis, vendredi, le directeur de l'Institut des maladies infectieuses, Anthony Fauci, membre du groupe de travail de la Maison Blanche sur le coronavirus qui dit passer une heure par jour avec le président Trump, a évoqué sur Fox News des informations indiquant que "le virus peut en réalité se transmettre quand les gens ne font que parler, plutôt que seulement lorsqu'ils éternuent ou toussent".

La transmission par voie aérienne fournirait une explication longtemps recherchée à la haute contagiosité apparente du virus responsable de la pandémie de Covid-19, puisqu'il apparaît que les personnes infectées mais sans symptômes, qui représentent peut-être le quart de tous les gens infectés, sont responsables d'une grande partie des contagions, à leur insu.

De multiples études ont mis en évidence que des personnes asymptomatiques avaient infecté des gens proches d'eux dans des églises, dans une chorale ou un cours de chant, dans les maisons de retraite...

- Pas obligatoire, dit Trump -

Quelles sont les preuves scientifiques? Il y en a peu, mais elles convergent.

Les Académies américaines des sciences ont cité dans une lettre à destination de la Maison Blanche mercredi quatre études faisant pencher la balance en faveur d'une transmission du virus via l'air expiré par les gens (les "aérosols" dans le jargon scientifique), et non plus seulement par les gouttelettes et postillons projetés lors d'un éternuement directement sur le visage d'autres personnes ou sur des surfaces (où le virus peut survivre des heures voire des jours, selon le type de surface).

"Les travaux de recherche actuellement disponibles soutiennent la possibilité que le SARS-CoV-2 puisse être transmis par des bioaérosols générés directement par l'expiration des patients", écrit Harvey Fineberg, président du comité sur les maladies infectieuses émergentes.

Il souligne qu'il en faudrait plus pour mieux comprendre le risque véritable d'infection. Si le virus est effectivement présent dans la respiration, on ignore si cela représente quantitativement une voie importante de transmission.

Dans une étude, des chercheurs de l'université du Nebraska ont retrouvé des portions du code génétique du virus (ARN) dans l'air de chambres où étaient isolés des patients.

Des chercheurs de l'université de Hong Kong ont récemment observé que le port de masques réduisait la quantité de coronavirus expirés par des malades (l'expérience a été faite avec des virus autres que SARS-CoV-2).

Et des chercheurs à Wuhan ont prélevé des échantillons d'air dans diverses pièces d'hôpitaux et découvert des concentrations élevées du nouveau coronavirus, notamment dans les toilettes et les salles où les soignants enlevaient leurs équipements de protection.

Au vu de ces résultats, le changement officiel de consignes aux Etats-Unis est imminent, selon le vice-président Mike Pence. Reste à savoir la formulation.

"Je ne pense pas que ce sera obligatoire", a assuré Donald Trump jeudi.

ico/leo

AFR - 03/04/2020, 22:36

Coronavirus: une crise qui place l'UE face à ses divisions

L'Europe, disait Jean Monnet, l'un de ses pères fondateurs, avance toujours dans les crises. Si c'est vrai, l'Union devrait faire un grand bond en avant...

Par Isabelle Lasserre

L'histoire européenne est pleine de rebondissements. Quand certains économistes annonçaient l'avènement probable d'une nouvelle crise financière au sein de l'Union, c'est finalement un virus qui met à plat les économies nationales. Quand certains voyaient le danger d'un éclatement de l'UE venir du Brexit ou des pays du Sud trop peu vertueux comme la Grèce et l'Italie, voilà que la menace vient aujourd'hui également des pays du Nord, Allemagne et Pays-Bas en tête.

Très fortement secouée par la pandémie, l'Europe traverse une crise existentielle qui l'a placée au bord du gouffre la semaine dernière. Après avoir été incapables de réagir en temps voulu à l'épidémie, après avoir fermé leurs frontières nationales dans un complet désordre et failli à leur devoir de protéger leurs citoyens, les Vingt-Sept se sont séparés le 26 mars après un Conseil européen houleux sur un profond désaccord concernant les coronabonds, cette proposition de prise en charge financière commune des conséquences économiques de la pandémie.

En 2010 déjà, la crise de la dette de la zone euro et le sauvetage de la Grèce avaient failli faire imploser l'UE. Le veto mis au projet de coronabonds par l'Autriche, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande, opposés à l'idée de financer les pays les moins riches du continent, qui sont aussi les plus touchés par le virus, a suscité de nouveaux doutes sur la viabilité du projet européen à moyen terme.

D'ordinaire très discret, Jacques Delors a repris la plume à 94 ans pour alerter qu'un « danger mortel » guettait le projet européen

Le blocage au sein du Conseil européen a ravivé la division entre les pays du Nord, partisans de la maîtrise des finances, et ceux du sud de l'Europe, provoquant même une révolte inédite du Sud. L'Italie, qui s'est sentie abandonnée par l'UE, a franchi une nouvelle marche dans l'euro-scepticisme. Elle ne ménage plus ses critiques publiques contre une Europe qu'elle trouve «*laide*», voire «*morte*». D'ordinaire très discret, Jacques Delors a repris la plume à 94 ans pour alerter qu'un «*danger mortel*» guettait le projet européen si les pays membres s'avéraient incapables d'afficher leur solidarité.

«*Le microbe est de retour*», a prévenu l'ancien président de la Commission. Déjà fragilisée par la crise financière de 2008, affaiblie par la crise migratoire et secouée par le Brexit, l'Union européenne est confrontée à l'un des plus grands défis de son histoire. «*Sans solidarité, les liens et les raisons d'être ensemble tombent à l'eau*», prévient le président du Parlement européen, l'Italien David Sassoli. Les Vingt-Sept se sont donnés jusqu'à la mi-avril pour régler le problème. Ils doivent se réunir mardi 7 avril pour trouver un terrain d'entente.

Le tabou des coronabonds

Depuis le 26 mars, les Européens se sont ressaisis. Dans une lettre aux Italiens, Ursula von der Leyen a présenté ses «*excuses*» au pays pour le retard de réaction de l'UE. La présidente de la Commission réclame «*un plan Marshall pour assurer l'avenir de l'Europe*». S'ils maintiennent leur opposition au principe des coronabonds, les pays du Nord ont mis de l'eau dans leur vin. Berlin se dit «*prêt*» à la solidarité européenne. «*L'Autriche et les Pays-Bas n'ont pas la taille nécessaire pour résister seuls*, commente Jean-Dominique Giuliani, le président de la Fondation Schuman. *Le premier mouvement fut national. Tout le monde s'est retourné vers l'État. Mais c'est pourtant l'État qui a failli! Ce sont les États qui se sont retrouvés à court de masques et de tests! La preuve est désormais faite que l'État nation n'a*

plus les moyens d'assurer les politiques de santé. Le deuxième temps, celui de l'Europe, a commencé. Et même les pays les plus égoïstes, comme l'Allemagne, sont obligés d'accueillir des malades étrangers», poursuit-il.

Après la levée des contraintes du pacte de stabilité, le programme de rachat de la BCE et l'assouplissement des règles sur les aides de l'État, les Européens travaillent sur un plan de compromis qu'ils espèrent boucler avant le 4 avril. Ce programme prévoit des lignes de crédit supplémentaires pour la Commission et les États. Emmanuel Macron veut aller plus loin et proposer, à la place des coronabonds, sujet tabou à Berlin, un fonds commun garanti par l'ensemble des États qui aurait une durée de vie limitée. Le président est soutenu par les pays du Sud mais aussi par une partie de la CDU allemande, par l'ancien ministre allemand de l'Économie Sigmar Gabriel, par les Irlandais et depuis peu par les Pays baltes. *«On avance vers des compromis. On va réussir à converger pour trouver des fonds mutualisés qui coûtent le moins cher possible»,* prédit Jean-Dominique Giuliani. Après avoir réagi dans le désordre dans la lutte contre l'épidémie, les pays européens envisagent aujourd'hui de coordonner leurs mesures de sortie de confinement.

L'Europe, disait Jean Monnet, l'un de ses pères fondateurs, avance toujours dans les crises

Pourtant, même si elle sauve sa peau, l'Union européenne ne réduira pas si facilement ses profondes fractures, qu'elles soient économiques, culturelles ou politiques. Dans ce dernier domaine aussi, la pandémie a ravivé les oppositions. La Hongrie a ainsi été rappelée à l'ordre après avoir accordé les pleins pouvoirs, sans limitation de temps, à Viktor Orbán. Quatorze pays ont fait part de leur préoccupation sur le risque de violation de l'État de droit et de la démocratie. Quant au couple franco-allemand, il battait déjà de l'aile, mais la crise lui a encore retiré de sa vigueur.

L'Europe, disait Jean Monnet, l'un de ses pères fondateurs, avance toujours dans les crises. Si c'est vrai, l'Union devrait faire un grand bond en avant, au vu des si nombreuses crises qu'elle affronte! À moins que la capacité des États à toujours créer de nouvelles divisions ne fasse obstacle aux mots de Jean Monnet. Mais là encore, le pire n'est jamais certain, comme le rappelle le président de la Fondation Schuman: *«Si l'Europe existe, c'est justement parce que nous sommes naturellement divisés! Si nous n'étions pas divisés, nous n'aurions pas besoin d'Union européenne!»*

Economy / China Economy

Coronavirus: China's unemployment crisis mounts, but nobody knows true number of jobless

- As many as 205 million Chinese workers cannot find jobs or are unable to return to their previous posts, according to one analyst
- Debate over China's unemployment reality amid coronavirus heats up, with holes picked in official government statistics

Frank Tang in Beijing

Published: 9:00pm, 3 Apr, 2020 / Updated: 9:31pm, 3 Apr, 2020

Now a debate is raging in China, as statisticians crunch their own numbers, trying to put a figure on how many people in China have lost their jobs due to the lockdown and the stop-start recovery effort. Illustration: Lau Ka-kuen

Yu Zhixiang received his redundancy notice in early-March, while he was on sick leave, weeks after the coronavirus outbreak forced Chinese economy to come to a standstill.

The 47-year-old had worked as a contract translator on Beijing's Financial Street, home to many of China's largest banks and the nation's central bank. He was one of millions, maybe even tens of millions, of Chinese people who lost their jobs during the outbreak, but who were not immediately reflected in national unemployment data.

In the United States, data on the number of Americans filing their first claim for unemployment benefits each week offers a relatively up-to-date reading of the national jobless situation. But in China, jobless indicators are released on a monthly or even quarterly basis, and cover only part of the workforce.

The most widely cited figure, the surveyed urban unemployment rate issued by the National Bureau of Statistics (NBS), jumped to an all-time high of 6.2 per cent in January and February combined, up from 5.2 per cent in December. This roughly equated to an additional 5 million people thrown out of work.

Coronavirus: What impact will the economic fallout from the Covid-19 pandemic have on you?

The indicator, however, almost certainly underestimates the real jobless picture in the world's second largest economy, since it excludes the many migrant workers who lost their jobs or could not return to work because of the travel restrictions put in place to prevent the spread of the coronavirus.

Now a debate is raging in China, as statisticians crunch their own numbers, trying to put a figure on how many people in China have lost their jobs due to the lockdown and the stop-start recovery effort.

Liu Chenjie, chief economist at fund manager Upright Asset, wrote in an article this week that the pandemic may have pushed 205 million workers into "frictional unemployment", where they want to work but cannot or are unable to go back to work.